

Projet de Déclaration de la Renaissance d'un Iran libre

Au nom de DIEU

Projet de Déclaration de la Renaissance d'un Iran libre

A présent, avec l'entrée de l'ère de la renaissance pour un Iran libre, il est nécessaire de mettre de côté toutes les idées anciennes et corrompues du passé et de penser à une nouvelle solution pour un Iran libre. Voici une introduction du projet de déclaration de la Renaissance de l'Iran libre, afin qu'après la nomination du Conseil des Électeurs et des Secrétaires de la Nation et la tenue du référendum national, soit étudié et médité :

Le premier principe : Refus de tout esclavage politique, gouvernance et contrôle des autres.

Le jugement de l'homme sur l'homme est nul, et aucun homme n'est meilleur qu'un autre en aucune façon. Pour cela, la nation doit être maître de son destin. A cet égard, tous les gestionnaires des diverses affaires du pays sont considérés comme des serviteurs de la nation. Ces personnes n'ont aucune supériorité ou domination sur aucun des membres de la nation, et ne sont que des serviteurs, choisis parmi les experts et les personnes dignes et employées par la nation, ou renvoyées si nécessaire. Ces employés ne doivent avoir aucun contrôle sur la vie des gens , ni sur leur bien ou leur honneur, etc. L'administration des affaires de l'État dans chaque domaine et branche s'appuie sur sa propre expertise, et le peuple devrait sélectionner les plus qualifiés et les employer comme travailleurs. À ce sujet, il est interdit d'utiliser des titres qui impliquent que les serviteurs de la nation sont au pouvoir (tels que ministre, etc.).

Le deuxième principe : séparation de toute idéologie, de la politique et de l'administration de l'État

Aucune idéologie ne devrait jouer un rôle dans la politique et l'administration de l'État (qu'elle soit religieuse, matérialiste, etc.). Par conséquent, Vous ne pouvez pas couvrir une nation avec des idées différentes. Imposer une idéologie en politique et gérer les affaires de l'État a toujours conduit à la création de la dictature et au recours à la force contre la nation, et sous elle, toute forme de cruauté et de crime a toujours été justifiée.

Le troisième principe : Liberté de décision pour chaque génération

Chaque génération doit décider de son propre destin, et aucune génération n'a le droit de décider pour les générations futures. Par conséquent, La validité de toute décision de diriger l'État et de choisir des gestionnaires n'est que de 4 ans, ce délai est de 8 ans au maximum en référence aux votes publics sous contrôle du Conseil des électeurs et des Secrétares de la Nation, après quoi il doit être réexaminé et apporter les modifications si nécessaires. Le Conseil des électeurs et **fiduciaires** de la Nation supervise toujours le pouvoir d'élire les différents conseils pour administrer l'État en tant que protecteur des intérêts de la nation.

Le quatrième principe : Authenticité des droits de l'homme

Le fondement de toute prise de décision et de toute législation repose sur le respect des droits de l'homme. Inclus:

- Tous les êtres humains, y compris tous les Iraniens, ont des droits égaux, quels que soient leur sexe, leur religion, leurs dogmes et leurs croyances, etc.
- Toutes les lois visent à garantir les droits humains de diverses personnes en Iran, y compris la liberté de pensée, la liberté

d'expression, la liberté de choisir sa religion, ses convictions, sa façon de penser, etc.

- Chaque Iranien a une voix et une part du revenu national (à l'exception du coefficient qui dépend de la zone de résidence de l'individu et du degré de privation territoriale). L'assurance publique est un droit fondamental et inaliénable de tous les individus en Iran depuis leur naissance. Y compris l'assurance maladie, l'assurance professionnelle, l'assurance invalidité, l'assurance éducation, l'assurance contre les accidents imprévus, etc.
- Étant donné que tous les membres de la nation sont couverts par l'assurance nationale dès la naissance (indépendamment de la présence des parents), en conséquence, Les enfants sont soumis jusqu'à l'âge de 18 ans à suivre un enseignement académique, technique et professionnel, de compétences, des arts, des sports, etc. Ils ne sont pas autorisés à travailler. De ce fait, la subjectivité des enfants travailleurs disparaîtra d'elle-même. C'est aussi pour cette raison que le métier répugnant de mendicité enfant et adulte va également disparaître.
- Ceux qui refusent de travailler pour diverses raisons, dont la dépendance , et veulent devenir sans-abri, sont pris en charge dans des camps spéciaux. En conséquence, le "vagabondage" n'aura aucune pertinence.

Cinquième principe : Le droit de la nation à exercer un contrôle financier complet sur les employés et les cadres de l'État .

Tous les serviteurs de la nation (ceux qui sont responsables dans l'administration de l'État) seront soumis à la loi et chaque année leurs comptes financiers et ceux de leurs familles seront soigneusement examinés par le conseil de surveillance financière compétent.

Sixième principe : Ne pas dépenser la richesse de la nation dans les affaires de luxe et cérémonielles de l'organe directeur des affaires de l'État.

À cet égard, la nation ne devrait pas supporter les coûts inutiles des affaires cérémonielles des responsables des affaires du pays. Il est clair et évident que, pour que l'administration des affaires de l'État soit menée selon des principes planifiés et conçus, il n'est pas nécessaire d'accomplir de nombreuses cérémonies de luxes, dépenser des fonds nationaux à ces fins est certainement un gaspillage d'argent. matérielle et spirituelle pour la nation.

De plus, l'accueil des hôtes étrangers peut se faire dans un cadre traditionnel au moindre coût pour la nation. Ce sera aussi l'occasion pour ces invités de savoir que les dépenses excédentaires générées par ces festivités seront consacrées à la lutte contre la pauvreté, pour la nation. Peut-être utiliseront - ils la même procédure envers leurs États.

Il est également souligné que la plus grande partie des coûts des cérémonies de luxes des organes administratifs du pays sont toujours consacrés à l'exaltation et stimulation du taffetas séparé, etc. Alors qu'une grande partie des différentes couches de la société vit toujours dans la pauvreté et l'indigence. En général, dépenser de l'argent national pour organiser des cérémonies de luxes inutiles est une trahison claire de la nation.

Septième principe : Gérer les affaires du pays comme une entreprise publique.

L'administration des affaires d'un pays peut également être considérée comme une société publique dans laquelle chaque Iranien possède une action (dans le respect du privilège régional) et dispose d'une voix. À cet égard, le comité de sélection est responsable de la gestion des affaires de l'État, en tant que membres du conseil d'administration, qui céderont leur place à d'autres personnes après l'expiration de leur date de service . La sélection des membres du

conseil d'administration sera déterminée et réalisée en fonction de l'expérience requise à cet égard.

.....

Note 1 : L'Iran libre signifie, un Iran qui n'est soumis à la domination d'aucun individu ou groupe et seule la volonté de la nation est décisive. À cet égard, la nation prend des mesures pour gérer les affaires de l'État dans le cadre des différents conseils en sélectionnant le personnel parmi les experts et les personnes compétentes dans divers domaines et connexes.

Note 2 : Tous les référendums sont conduits sous la supervision du "Conseil des administrateurs et des électeurs de la Nation" (ce conseil a toujours protégé les intérêts de la nation devant les gestionnaires des affaires du pays, et dans le cas de traiter avec les questions contraires à la constitution et à ses décisions, les employés de la nation peuvent être isolés du "trésor national" jusqu'à ce que le problème soit résolu ou prendre une décision pour annuler le conseil compétent).

Note 3 : Divers partis, groupes, syndicats et différentes classes peuvent également désigner leurs candidats au « Conseil des électeurs et fiduciaires de la Nation » qui ont été élus lors de référendums de ville et de comté et deviennent membres et employés de ce conseil et sont responsables de surveiller les affaires de la période désignée jusqu'aux prochaines élections.

Note 4 : Les secrétaires et les responsables élus de la nation sont des personnes qui ont un bon dossier de service de la nation, de lutte contre l'injustice et d'élimination de l'injustice de la nation. Ce sont les gardiens des intérêts de la nation pour que la transition des conditions existantes se fasse efficacement et que des élections générales aient lieu.

Note 5 : L'Assemblée des administrateurs du peuple et des élus , protège les intérêts de la nation avant ceux qui sont impliqués dans la gestion des affaires de l'État.

Note 6 : Les principes de la Déclaration (communiqué) de la Renaissance de l'Iran libre incluent des choses qui impliquent une sorte de labour dans toutes les relations politiques, culturelles, sociales, etc. Par conséquent, des principes tels que le principe de voisinage, la prospérité économique, etc, pour l'Iran sont des choses claires qui ont été incluses dans la constitution pour s'assurer que la pétition n'est pas vide et que ce n'est que de la rhétorique. Pour cela , ces principes n'ont pas été mentionnées dans le manifeste de la renaissance d'Iran libre.

Note 7 : Il est nécessaire que le chemin de la révolution de la nation soit sur une échelle (une ascension) , que son développement, montre le développement qui sied à cette nation, que la pensée actuelle au sein de la société et entre la nation puisse être démontrée. Des idées progressistes , fournir un leader pour l'avancement politique de la nation et d'assurer le développement politique du pays dans une telle situation. Dès lors, tout mouvement réactionnaire qui recule est considéré contre cette évolution et contraire à la « Révolution de la Renaissance ». En d'autres termes, en principe, cette nation n'a pas les mains vides en termes de pensée progressiste.

Note 8 : Déterminer le type de drapeau national (ainsi que l'hymne national de la révolution), et le souligner ne fait pas partie du principe de l'énoncé. Il est clair qu'au bon moment, après les élections législatives et avec détermination, au conseil spécialisé compétent, le nouveau design du drapeau sera élu (Et l'hymne national de la révolution), qui rappelle la révolution progressiste du peuple. Cependant, jusqu'à nouvel ordre, il est recommandé d'utiliser un drapeau simple à trois couleurs (vert-blanc-rouge) pour montrer l'unité

entre les peuples et éviter la division et le pluralisme entre les différentes personnes et populations.

Note 9 : Egalité des peuples ,de toutes les races, les convertit à toutes les religions , des différentes religions et la liberté de leur activité, etc., font partie des principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme contenus dans (Principe -4) de cette déclaration est parmi les plus clairs. Les secrétaires du peuple et les élus seront également choisis parmi tous les groupes ethniques, les personnes de différentes religions, groupes et populations.

Note 10 : « Révolution de la Renaissance » signifie renverser tous les cadres corrompus du passé. Par conséquent, une telle idée indique que la structure politique actuelle du pays est en ruine et a perdu la capacité de mener à bien des réformes pour toujours, et que tous ses divers éléments sont corrompus et impliqués dans une corruption profondément enracinée qui ne peut être réformée.

Note 11 : Puisque le système de parti unique montre et cache la tyrannie, la révolution de la Renaissance ne peut avoir aucune compatibilité avec le système de parti unique (l'histoire passée montre que de tels systèmes ont été terriblement détruits).

Mohamed Ali Taheri

Fondateur de l'Organisation de paix Taheri

Fondateur du bureau d'Erfan Kayhani

26 octobre 2022, correspondant au 4 novembre 1401